

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

ICI ET LÀ "CANAL + " LANCE BIENTÔT LE DÉCODEUR CONNECTÉ



Photo: SNN

CANAL + Afrique compte lancer, dans quelques semaines, - en commençant par le Gabon avant de s'étendre au reste du monde -, le décodeur connecté, un tout nouveau produit. C'est ce qui ressort de la rencontre qui a eu lieu mercredi dernier au siège de la HAC entre le directeur général Afrique du groupe Canal +, David Mignot, et le président de la Haute autorité de la Communication (HAC), Germain Ngoyo Moussavou. "On s'apprête, dans les prochaines semaines, à lancer une innovation majeure avec un nouveau décodeur connecté. Un décodeur que vous pouvez connecter à la fibre optique quel que soit votre opérateur et qui va vous permettre d'avoir non seulement accès à notre bouquet. Mais aussi à tout le contenu à la demande. Il y a près de 20 000 contenus à la demande qui seront ainsi disponibles sur votre téléviseur", a indiqué David Mignot. Reste maintenant à savoir quel en sera le coût pour les consommateurs ?

ASSOCIATION CESPT : EN DÉFENSEUR DES LANGUES LOCALES



Photo: SNN

Wilfried Léandre Nzahou, président de l'association «Les pionniers du CESPT», regroupant des anciens élèves et anciens professeurs du collège d'enseignement secondaire public de Tchibanga (CESPT), aujourd'hui lycée Étienne-Koumba-Nziengui, a indiqué que la défense des langues locales fait partie des objectifs de ce mouvement, lancé officiellement le 12 novembre dernier à Libreville. «La difficile promotion des langues locales vient du fait qu'elles ont été dissociées de l'éducation et de l'enseignement. Je suis convaincu qu'associer savoir moderne et langue locale permettrait aux enfants de mieux comprendre le monde. Il sera difficile d'intégrer le ipunu ou le vili aux cours, mais raconter un conte ou expliquer un proverbe dans nos parlers locaux est toujours bénéfique à nos enfants», a-t-il expliqué.

Sveltana NTSAME NDONG

Opération "Libérez les trottoirs": les Gabonais de Mont-Bouët sollicitent un sursis

S.A.M.
Libreville/Gabon

ALORS que l'opération "Libérez les trottoirs" de la mairie de Libreville devrait recommencer le 5 décembre prochain, après une suspension de deux mois, l'Association des jeunes commerçants gabonais du marché de Mont-Bouët (AJCGM) a demandé mercredi passé une prolongation de quelques mois du préavis qui leur avait été accordé.

"Nous ne sommes pas opposés à cette opération. Chacun veut voir une ville belle et propre, le seul problème est qu'il y a une réalité dont il faut tenir compte. Tous les bâtiments construits à l'intérieur de Mont-Bouët sont déjà occupés et personne, au sein de l'association n'a les moyens de louer un local qui vaut des millions de francs. Le trottoir est la seule issue pour le moment, mais ce n'est pas du tout là que nous souhaitons exercer nos activités. Nous demandons donc un sursis pour voir comment mettre en place certaines solutions avec l'aide des autorités municipales et du



Photo: SNN

Une vue de l'Association des jeunes commerçants du Gabon.

gouvernement", a expliqué hier Boris Mba Ndong, secrétaire général de l'AJCGM.

Cette sollicitation prend notamment en compte le contexte Covid-19. En effet, pendant deux ans, la pandémie a fortement ralenti ou mis un terme à leurs activités. Certains jeunes n'ont plus été en mesure de payer leurs fournisseurs, par exemple. "Nous avons des objectifs et nous voulons simplement être accompagnés et encadrés. Que les autorités soient indulgentes. Nous savons bien que nous entravons le domaine public, mais ce n'est pas nous qui construisons les marchés", a ajouté Jaures Obiang Beyeme, chargé de l'organisation au sein de l'association. Cette dernière, qui compte près de 600 membres,

a pourtant soumis à l'Hôtel de ville des solutions éventuelles. Comme assainir et construire de petits locaux sur les sites de l'ancienne Gare routièrre ou de La Peyrie. "Nous sommes prêts à mettre la main à la poche pour assainir ces endroits et ensuite accompagner la mairie pour construire des boxes. Nous avons de petits moyens, mais nous voulons faire cet effort. Ce qui pourrait aider tous les commerçants, nationaux comme expatriés, qui vendent sur le trottoir", a expliqué Mba Ndong. Pour Brigitte Bignoumba, ils ne pourront jamais s'en sortir s'il n'y a pas de stabilité et si la peur des forces de l'ordre prédomine. "(...) Que le président de la République, Ali Bongo Ondimba, entende nos cris...".

Célébration des 50 ans de la BEAC : une trentaine d'employés décorés

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) pour le Gabon a procédé, mercredi dernier, à la décoration d'une trentaine d'agents. Cette action de remise des médailles d'or, d'argent et de bronze par le ministre de l'Emploi, de la Fonction publique et du Travail, Madeleine E. Berre, s'inscrit dans le cadre de la célébration des 50 ans de la création de la BEAC à Fort-Lamy, le 22 novembre 1972. Pour Patrick Romuald Alili, directeur national de la BEAC pour le Gabon, le capital humain compte pour cette institution financière: "Ce ne sont nullement les billets de banque, et pièces métalliques que nous émettons,



Photo: DR

Madeleine Berre lors de la cérémonie de décoration.

encore moins les bâtiments et équipements qui composent notre patrimoine, c'est vous notre ressource essentielle". La ministre de l'Emploi a insisté sur les vertus du dialogue social comme outil essentiel du dynamisme des organisations. "Je note une véritable cohésion dans le personnel. La médaille du travail représente un droit

du travailleur ; c'est aussi un symbole, car c'est une récompense honorifique et gratifiante qui exprime la fidélité, la loyauté, l'assiduité et la résilience. Chacun d'entre vous apporte un plus au résultat de cette entreprise", a-t-elle dit.

La BEAC au Gabon compte près de 300 salariés et 4 centres. Soit la direction nationale de Libreville, Oyem, Franceville et Port-Gentil. À noter que dans le cadre de la célébration des 50 ans de la BEAC, un certain nombre d'activités ont déjà été organisées : la marche pour la santé, les échanges thématiques sur les missions et enjeux de la BEAC, ainsi que la politique immobilière de la BEAC Gabon en faveur de son personnel.